

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

MARS 1966 — 4^{me} Année — N° 30

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.
Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB
Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou R.P. n° 24 Paris (19^e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

De bons et loyaux services

M. Debré, recevant récemment les représentants des cinq grandes confédérations syndicales, s'est félicité du *niveau élevé* des discussions. Selon la presse, il aurait particulièrement apprécié les dirigeants de la C.F.D.T. et leur sens des "responsabilités à l'égard de la nation". Mais M. Debré, suivant la même source, n'a pas fait d'allusion spéciale à la C.G.T. qu'il a pourtant également reçue. Les ministres sont parfois sobres de paroles et nous voudrions réparer l'injustice commise, certainement involontaire, en disant ici ce qui vaut d'être dit sur les mérites de la C.G.T.

Mais d'abord "responsabilité des syndicats devant la nation" qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ? Les syndicats sont des organismes de la classe ouvrière ; la classe ouvrière n'est pas nationale mais internationale et "intérêt de la nation", en bon et sain langage prolétarien, cela signifie : intérêt du capitalisme. Alors ? Alors, comme nous l'expliquerait aimablement le premier philistin progressiste venu, cela veut dire que les temps ont changé. Que les syndicats ne combattent plus le capitalisme, mais contestent ses résultats. Qu'ils ne sont plus pour la lutte de classe, mais pour la négociation avec le patronat. Et que pour cette raison, il leur faut tenir compte d'intérêts autres que ceux des ouvriers. Les syndicats, en un mot, se sont assagis. Ils pratiquent désormais ce qu'on appelait autrefois « la critique constructive ». Eh bien, s'il en est ainsi, nous soutiendrons mordicus que la C.G.T., en ce domaine, mérite tout autant et plus encore la palme que cette récente parvenue du syndicalisme de collaboration de classe qui a nom C.F.D.T.

Tenons compte d'abord de ce fait : son prestige actuel n'a rien à voir avec son antique tradition syndicaliste-révolutionnaire d'avant la guerre de 1914. Qui se souvient aujourd'hui des antimilitaristes forcés et des internationalistes virulents de cette époque ? D'ailleurs ce ne pouvait être que des fous ou des rêveurs dangereux ceux qui avaient osé écrire sur leur drapeau « abolition du salariat ». Les économistes distingués, aussi bien ceux de l'Est que ceux de l'Ouest, vous démontreront sans peine que le salaire, le profit d'entreprise, voire l'accumulation du capital sont des catégories économiques éternelles, valables même en « régime socialiste ». Donc, donnez-nous acte que la C.G.T. actuelle, la C.G.T. que tout un chacun connaît, appartient à « l'âge de raison » du mouvement ouvrier. C'est-à-dire à ce dernier mot du progrès social dans lequel chaque salarié, hautement conscient, respecte la position hiérarchique de celui qui gagne plus que lui pour se garantir de la convoitise de celui qui gagne moins. Dans lequel, également, la concurrence entre salariés est sacro-sainte, la division la règle, l'unité l'accident. Au diable la grève et vivent les heures supplémentaires. Assez de luttes et bienvenue à la négociation. Au diable la solidarité et chacun pour soi. Vous nous concédez sans peine que c'est là avoir un sens aigu de ses responsabilités. Or cette haute conscience n'a pu s'implanter dans le syndicat que lorsque celui-ci a su se libérer des billevesées révolutionnaires d'autrefois. Et qui a réussi de grand tour de force ? C'est précisément la C.G.T. des années qui ont immédiatement précédé la seconde guerre mondiale.

A dire vrai, « d'œuvre constructive » au sens de collaboration à l'organisation de l'exploitation économique, il n'était pas encore question. Les ouvriers de l'époque étaient encore trop imprégnés d'idées saugrenues telles que « révolution prolétarienne », « pouvoir aux soviets », etc... Ensuite les conditions matérielles n'existaient

mesurable ont rendu au capitalisme des dirigeants ouvriers qui ont réussi à mettre les prolétaires en condition d'accepter la seconde guerre impérialiste et de donner leur sang pour la patrie démocratique. Ce service, c'est celui que la C.G.T. et le P.C.F. ont rendu à la bourgeoisie française et internationale. Ils l'ont parachevé d'ailleurs

pratique ! Et définitivement, parce que le pas qu'il faut faire dans ce cas n'a rien à voir avec les frontières des Etats : c'est une frontière de classe qu'il s'agit de franchir sans retour possible. Pro-américain, pro-russe ou pro-français tout court, le « communiste » qui s'affirme patriote et défend l'Etat national a cessé d'appartenir au camp du prolétariat, de la révolution, du socialisme.

La vérité toute nue

Intervenant au cours d'une émission à la télévision et répondant au reproche habituellement fait à la C.G.T. « d'être communiste », M. Benoît Frachon aurait répondu à ses interlocuteurs : « Venez donc à une réunion du Comité Confédéral ; je vous mets au défi de distinguer, parmi les présents, ceux qui sont communistes de ceux qui ne le sont pas. »

Nous nous en serions doutés : pas de divergence entre tous ces partisans. non pas de la dic-

tature du prolétariat mais de la démocratie véritable ; pas davantage de désaccord sur le soutien à apporter au développement de la production nationale et sur les sempiternelles « réformes de structure » ; pas d'accroc enfin au sujet du principe de la hiérarchie salariale. de la participation aux organismes de planification et de tous les autres aspects de l'intégration syndicale aux rouages de l'Etat bourgeois. Nous le savions déjà, mais merci M. Frachon de l'avoir dit vous-même.

pas encore qui permettent aujourd'hui de théoriser une sorte de « capitalisme progressiste » dont rêvent aussi bien les gaullistes que les antigaullistes. Non, à cette date il ne s'agissait encore que de consolider un vieil édifice branlant, celui de la démocratie bourgeoise, lézardée par les crises, déshonorée par des scandales financiers, légitimement haïe des prolétaires de tous les pays à cause de ses sanglantes répressions coloniales. Qu'on se souvienne de ce que Lénine avait appris aux communistes, à ceux de la C.G.T. comme aux autres. Qu'on se rappelle combien les sentiments antibelléistes et internationalistes étaient encore vivaces chez les ouvriers du temps. On mesurera alors quel service incom-

à la fin du carnage. Quelle autre force politique que la leur aurait pu faire résorber sans crise révolutionnaire la rage et la haine secrétées par une hécatombe de 45 millions de cadavres ? Qui mieux qu'eux était capable, non seulement d'interdire aux ouvrières littéralement affamées toute grève revendicative, mais encore de leur faire accepter tous les sacrifices exigés par la « Reconstruction » ?

Mais voyez donc combien les bourgeois sont ingrats ou aveugles : ils ne cessent aujourd'hui encore d'adjurer les « communistes » de 1966 de « réintégrer la communauté nationale » ! Mais cette réintégration, il y a plus de 20 ans que ces messieurs l'ont réalisée dans la

Bien entendu, la cécité des bourgeois sur ce point a des excuses. Tout ne se passe pas dans l'histoire avec la régularité d'un film avec happy end. Pour ternir le prestige patriotique de la C.G.T. il y a eu la « guerre froide », et la propagande tonitruante des grands pontifes contre le « pouvoir des monopoles » permet encore à certains d'avoir l'air de redouter la subversion communiste. Rien n'est d'ailleurs simple pour personne. Soutenir un candidat contre De Gaulle et voir ce dernier invité par Moscou ; jouer des grèves partielles en réclamant des négociations ; vociférer contre le marché commun et solliciter un strapontin, crier à la corruption de F.O. et de la C.F.D.T. puis réclamer sa part des fonds d'Etat ; tout cela est contradictoire et crée bien des ennuis aux administrateurs des affaires de la C.G.T. De plus, les hommes du pouvoir, des hommes de banque rompus aux froids calculs, s'ingénient à multiplier les Canossa où doivent se rendre, pour être officiellement et patriotiquement agréés, les pèlerins ventripotents de la plus grande centrale ouvrière de France. Il faut à patiemment écarter tous ces obstacles nombreux, quoique de pure forme, pour que soient intégralement reconnus les bons et loyaux services de la C.G.T. Croyez bien qu'en ce qui nous concerne, M. Debré, c'est notre vœu le plus cher : peut-être cet instant de vérité effacera-t-il enfin cette légende d'un syndicalisme d'opposition qui n'arrête pas d'obtempérer à toutes les exigences du capital.

Un drôle de camp

En 1956 Khrouchchev enrichit la doctrine stalinienne du "passage au socialisme" pays par pays en affirmant que désormais, grâce à l'existence d'un « puissant camp socialiste » (de l'Elbe à la mer de Chine), il y avait toutes raisons de penser que ce passage pouvait avoir lieu non seulement pacifiquement, mais encore par la voie parlementaire : les Etats-Unis n'oseraient pas intervenir dans les affaires d'un peuple en voie de libération du capitalisme car cela signifierait la guerre et donc leur destruction... et la disparition du capitalisme.

Dix ans plus tard, on peut constater que non seulement le gendarme américain intervient partout, mais qu'au Vietnam par exemple, il matraque avec constance un "pays socialiste frère" sans que le grand frère abandonne une sérénité splendide... et nécessaire à la paix mondiale ! Ce spectacle seul suffit évidemment à prouver que non seulement le camp en question n'est pas socialiste mais qu'il n'y a pas de camp du tout.

Pourtant, pour notre édification, quelque membre du camp se charge de temps à autre de nous livrer des informations sur la nature des rapports qui y règnent.

C'est ainsi que Fidel Castro a révélé d'abord que les Chinois avaient agi envers Cuba comme les Russes l'avaient fait envers la Chine il y a quelques années, en lui coupant les vivres, et les a accusés ensuite d'avoir essayé d'exercer une influence sur les cadres militaires et administratifs de l'Etat cubain. Et il a ajouté : « Si dans le monde de demain, ce monde pour lequel luttent les révolutionnaires, des pays peuvent s'arroger le droit de jurer, chanter, attaquer et étouffer d'autres petits peuples, alors régneront les pires méthodes de piraterie, d'oppression et de brigandage qui caractérisent le monde actuel, où existe la société de classes, les régimes esclavagistes féodaux, les monarchies absolues, les Etats

(Suite en page 3)

La jungle du Marché Commun

On sait que, réunis à Bruxelles au terme d'une crise de sept mois, les ministres des affaires étrangères de la « Petite Europe » ont procédé à un replâtrage du Marché Commun qui laisse chacun sur ses positions. Après les conflits qui avaient surgi à propos de la « politique agricole commune » (et qui ne sont pas réglés non plus), c'était cette fois-ci le refus de la France d'accepter que les décisions du Conseil soient prises à la « majorité qualifiée » (12 voix ; la France, l'Allemagne et l'Italie ont 4 voix ; la Belgique et la Hollande 2, le Luxembourg, 1) qui avait provoqué la bruyante rupture de juin 1965.

Que n'avaient pourtant pas promis ses chantres enthousiastes lors de la naissance du Marché Commun ? Dans un monde divisé par une concurrence sans pitié, la vieille Europe, berceau de la civilisation bourgeoise, allait faire la preuve des vertus de la coopération. Si la puissance économique

des Etats européens considérés isolément était écrasée par les colosses américain et russe, la « communauté européenne » pourrait constituer un « bloc » de taille respectable et jouer un rôle de contre-poids. L'équilibre du monde et la paix se trouveraient assurés du même coup, ainsi qu'une croissance économique harmonieuse de l'Europe. Le « peuple » en aurait sa part, l'ouvrier recevant les fruits de l'expansion, le paysan bénéficiant de l'ouverture d'un immense marché protégé de la concurrence internationale. Coiffant toutes ces promesses mirifiques, c'était enfin l'annonce d'un dépassement à plus ou moins long terme des « vieux » conflits nationaux, d'une « intégration » des patries autrefois ennemies. La paix était donc doublement assurée, disait-on.

Les crises successives du Marché Commun sont venues mesurer l'écart entre les promesses d'une propagande habile de la bourgeoisie entonnant les louanges d'une

caricature d'internationalisme et vantant les douceurs d'une économie européenne harmonieusement planifiée dont les ouvriers auraient leur part pourvu qu'ils « jouent le jeu » du plan et oublient la lutte de classe, et les dures réalités du marché. fût-il commun.

Si la France a provoqué la dernière crise, ce n'est certes pas parce que de Gaulle est capoté ou qu'il se prend pour Jeanne d'Arc. Comme le même de Gaulle l'a déclaré tout crûment, la crise

(Suite en page 2)

REUNION PUBLIQUE A PARIS

Le VENDREDI 25 MARS, à 21 heures

Salle Lancry, 10, rue de Lancry (10^e)

LA FAUSSE ALTERNATIVE
DEMOCRATIE-FASCISME

ITALIE : Le prolétariat contre le capitalisme

A Port-de-Bouc, encore une fois, l'opportunisme a trahi la lutte des ouvriers

Le 17 février dernier l'agitation ouvrière contre la fermeture des Chantiers et Ateliers de Port-de-Bouc s'est terminée sur un marché de dupes dont le personnel fait les frais. « Propositions acceptables », « compromis valable », ont déclaré les représentants syndicaux à propos de l'accord qu'ils ont signé. Le député-maire communiste du lieu est allé jusqu'à parler, à ce sujet, de victoire. Nous disons, nous, en pesant nos mots, qu'il s'agit là d'une véritable défaite dont les conséquences pèseront lourdement, non seulement sur le sort futur des salariés de Port-de-Bouc, mais encore sur toutes les luttes à venir dans la construction navale. Nous n'en ferons certes pas le reproche à une poignée d'ouvriers qui, isolés et soumis à la plus odieuse des pressions, ont retrouvé dans cette épreuve dramatique, le courage et la ténacité qui sont instinctifs dans les classes exploitées.

Mais il faut voir la vérité en face et au lieu de se borner à invectiver les patrons, les banquiers, l'Etat, c'est-à-dire les éléments dirigeants d'une classe dont on sait ou doit savoir qu'elle est l'adversaire implacable du prolétariat, c'est dans les rangs des organisations ouvrières traditionnelles qu'il faut dénoncer les responsabilités.

La menace de dissolution qui pèse sur les chantiers navals de la Méditerranée, plus particulièrement sur ceux de Port-de-Bouc et de La Seyne, ne date pas d'hier. L'administration de ces entreprises la prépare depuis des années en licenciant des ouvriers, en même temps qu'elle exploite davantage

ceux qu'elle conserve à son service. Depuis des mois, se trame plus précisément la manœuvre qui devait brutalement éclater, début février, à Port-de-Bouc.

En matière de construction navale, le grand capital ne fait pas mystère, en effet, de ses objectifs : comprimer la main-d'œuvre au rythme même de l'accroissement de la productivité du travail (celle-ci a triplé en dix ans), réduire le nombre de chantiers au fur et à mesure que s'intensifie la concurrence internationale (douze en 1960, huit aujourd'hui, quatre demain). Cette politique n'est pas, non plus, une innovation récente. Elle n'est pas seulement le fait du « pouvoir personnel » : elle a été observée par tous les gouvernements précédents, et c'est se moquer du monde que de prétendre qu'un Mitterrand ou tout autre homme politique « de gauche » parvenant au pouvoir pourrait y changer quelque chose : cette politique est la politique du capitalisme de tous les pays et de toutes les époques.

Les concurrents étrangers produisent plus vite et moins cher ? On augmente les normes et on réduit les effectifs. Les commandes se raréfient ? On les réserve aux chantiers les plus « compétitifs », abandonnant les autres à la liquidation et leur main-d'œuvre au chômage. C'est la loi du capital : elle est monstrueuse, mais il faut la détruire ou la subir.

Aussi est-ce aux organismes dont la mission sociale est précisément de préparer cette destruction, et, en attendant les conditions propices, d'organiser la résistance ou-

rière aux lois du capital, qu'il convient de s'en prendre. En ce qui nous concerne, nous dressons à leur charge un constat de carence totale, tant sur le plan pratique que sur le plan moral. Contre l'offensive patronale, les syndicats ouvriers n'ont pas organisé une lutte unitaire et compacte, mais ont poursuivi leur tactique désastreuse de « guérilla » sociale. Ils n'ont pas stimulé la solidarité des ouvriers encore pourvus d'emploi en leur ouvrant les yeux sur la précarité de leur sort actuel et en les avertissant des catastrophes que le mode de production leur réserve à eux aussi.

Bien au contraire, en laissant croire qu'il suffisait de changer la direction politique de l'Etat pour que les ouvriers trouvent bien-être et sécurité, ils ont, à la fois désarmé ceux qui frappaient la liquidation des chantiers et désintéressé de leur sort ceux que l'opération laissait encore indemnes. Au moment précis où se manifestent les premiers symptômes d'une crise qui, tôt ou tard, sera générale parce qu'elle touche à l'essence même du capitalisme, ils ont continué à illusionner ses victimes futures comme ses victimes actuelles quant à la possibilité d'un retour facile à une éternelle « prospérité ».

Alors que l'appui de l'Etat à la politique de liquidation des chantiers prouve surabondamment que cet Etat est un Etat de classe et que c'est folie que de prétendre le requérir en faveur des victimes de sa propre politique, ils ont poursuivi imperturbablement la ligne qui consiste à en réclamer l'intervention « pour régler les conflits ».

Enfin, et surtout, ils se sont faits les défenseurs de l'entreprise, de la production, c'est-à-dire des intérêts mêmes de la classe qui ne cesse d'exploiter les ouvriers que pour les jeter à la rue.

L'action des syndicats et des partis qui les contrôlent fut donc exactement le contraire de l'action d'une véritable organisation de classe du prolétariat. Non pas lutte acharnée contre le capitalisme, ses représentants et ses alliés, mais invectives verbales contre le seul « gouvernement des monopoles » et revendication d'une autre politique nationale. Non pas grève de masse sur un programme uniforme défendu à l'échelle nationale par tous les ouvriers de tous les chantiers et visant exclusivement à la défense de la situation matérielle des salariés mis au chômage, mais arrêts de travail désordonnés et éparpillés pour « sauver les régions maritimes », pour lutter en faveur des « entreprises menacées » et du prestige du « pavillon français ».

Démarches serviles auprès des hauts fonctionnaires de l'Etat capitaliste, inspecteurs du travail, préfets, ministres, manifestations burlesques auxquelles participaient tous les partisans déclarés de l'ordre bourgeois, du curé à l'épicier, des « élus démocratiques » aux « autres représentants républicains », voilà essentiellement ce que fut la « lutte » dont les ouvriers de Port-de-Bouc viennent, plus particulièrement, de recueillir les fruits.

A ces derniers il faut rendre cette justice qu'ils ont combattu avec une énergie que n'encourageait nullement l'ensemble de ce climat de collaboration de classe et de légalisme béant. Lorsque fut décidée la dissolution anticipée de la société avec désignation officielle du liquidateur, ils comprirent que le plan machiavélique consistant à lancer, encore inachevé, le ferry-car « Provence » et à le diriger sur les chantiers de La Ciotat, signifiait pour eux le chômage pur et simple. Ils refusèrent de mettre à l'eau le navire non terminé et affirmèrent leur volonté de l'achever à Port-de-Bouc.

Ils tinrent bon dans cette décision, malgré leur manque de ressources, malgré les pressions de toutes sortes, malgré le chantage répugnant qui leur était fait : « Pas de lancement, pas de paie ». Ils ne cédèrent pas, mais la société riposta par le lock-out et, le samedi 13 février, ils durent affronter une mise en demeure terrible : si le lundi 15 le « Provence » n'était pas lancé, la société déposerait son bilan le lendemain. On les mit « en face de leurs responsabilités » : en cas « d'entêtement » de leur part, perte de quelques 180 emplois qui

leur étaient réservés aux chantiers de La Ciotat, rupture des commandes passées à la filiale « Provenance Industrie », etc... Ils résistèrent encore.

Pendant tout ce temps, que se passait-il sur les autres chantiers de France. Chacun continuait « l'action » à la manière habituelle : grève partielle, « marche » sur la ville la plus proche, défilés sous la bénédiction de l'évêque, du maire et des élus... Comme si la menace n'était pas la même pour tous, comme s'il ne fallait pas porter toute la lutte autour du point crucial, Port-de-Bouc, où quelques centaines d'ouvriers résistaient désespérément et où se jouait en définitive le rapport de force qui déterminerait l'issue de tous les conflits dans les autres chantiers !

Non seulement rien ne fut fait d'effectif dans ce sens, mais il y eut pire encore : aux ouvriers de La Seyne sur qui pesait directement une menace identique à celle de Port-de-Bouc et qui, donc, auraient dû mener leur combat en synchronisation parfaite avec ceux de l'autre chantier méditerranéen, on laissa croire qu'ils pourraient avoir un sort différent et que, contrairement aux premières informations, les mesures de reconversion envisagées en haut lieu ne laisseraient pas subsister seulement un chantier mais deux, dont celui de La Seyne.

La manœuvre astucieuse, réussit pleinement ; la combativité fléchit, les syndicats « forts des résultats obtenus » renoncèrent aux arrêts de travail, abandonnant d'ailleurs à leur sort quelques centaines d'ouvriers en régie qui, indépendamment des décisions futures à prendre à l'égard du chantier, étaient déjà licenciés. « On pouvait s'attendre — écrivait « Le Provençal » du 13 février — que ces ouvriers tentent d'occuper le lieu du travail. Il n'en sera rien. Seule une manifestation symbolique aura lieu... ». Effectivement, les syndicats, utilisant habilement une manifestation à tournure « populaire » — le lancement d'un cargo chinois par les chantiers — invitèrent tout le personnel licenciés compris, à y assister dans une manifestation silencieuse : seul un dérisoire « lâcher de ballons » portant inscription des revendications ouvrières rappelait que près de 700 ouvriers venaient de perdre leur gagne-pain !

Dans ces conditions Port-de-Bouc ne pouvait tenir indéfiniment. Le compromis que recherchaient activement les cadres et les syndicats fut élaboré par le liquidateur et, en fin de compte, unanimement accepté. Aux termes de ce véritable chef-d'œuvre de stratégie patronale, le navire devra être lancé dans le délai d'une semaine et un expert sera alors char-

(Suite en page 3)

LA JUNGLE DU MARCHÉ COMMUN

(Suite de la première page)

est due à ce que l'Europe est... « ce qu'elle est » ! Et qu'est-elle, à l'heure du Marché Commun ? Le champ clos des rivalités impérialistes que l'extension du marché et l'ouverture des barrières douanières ne peut qu'amplifier.

Si le profit est le dieu de l'économie capitaliste, le Marché est son temple. Mais on n'y chante pas des cantiques, on s'y livre une lutte sans merci : la concurrence qui élimine les plus faibles, dévorés par les plus forts. La brève histoire du Marché Commun tient tout entière dans la lutte des groupes impérialistes les plus puissants pour dominer ce vaste marché : concentration, fusions, investissements, voilà leurs armes forgées sur le dos du prolétariat lancé dans le marathon de la productivité.

La « guerre de l'acier » qui se déroule actuellement en est l'illustration frappante. Après les concentrations réalisées en Italie (Finsider), en France (Usinor et Sideler) et en Allemagne (reconstitution des deux géants du charbon et de l'acier : Krupp et Thyssen), on annonçait en janvier dernier l'accord réalisé entre deux groupes allemands (Hoersch et Hürder-Hüttenunion) et la firme hollandaise Hoogovens qui exploite les aciéries d'IJmuiden. La capacité d'ensemble serait de 9 millions de tonnes d'acier par an, soit le dixième de tout le Marché Commun et la moitié de toute la production française ! Du côté français la réplique ne tardait guère puisqu'on annonçait en février la fusion probable d'Usinor et de Lorraine-Escout (6,3 millions de tonnes à eux deux) d'une part, de De Wendel et de Sideler (6,6 millions de tonnes au total), de l'autre. On prête l'intention à ces groupes d'emprunter à l'Etat pour investir afin de rendre leurs prix compétitifs.

Comme on le voit, il s'agit de tout autre chose que d'harmonie, d'équilibre ou de paix ! Et il n'y a rien d'étonnant à ce que l'impérialisme français soit à l'origine des principales crises : dans la lutte pour l'hégémonie au sein du Marché commun il se trouve en position d'infériorité devant l'im-

périalisme allemand que son dynamisme détache de plus en plus en tête. Quelques chiffres suffisent à l'illustrer : le déficit des échanges de produits industriels entre la France et le reste du Marché Commun était de 350 millions de NF en 1958, il est passé à 2 milliards 790 millions de NF en 1964 ; voici les chiffres correspondants pour l'Allemagne : en 1958, excédent de 3 milliards 720 millions ; en 1964 excédent de 8 milliards 370 millions.

Par ailleurs, si la France se heurte à la concurrence directe de la Hollande et de l'Italie dans le domaine agricole, elle n'a pas trouvé dans l'Allemagne le débouché qu'elle promettait à ses paysans : l'Allemagne continue de préférer les achats sur le marché mondial qui lui permettent de nouer des rapports commerciaux avec des pays essentiellement agricoles et d'ouvrir ainsi la voie à l'exportation de ses produits industriels. Enfin, le cheval de Troie du capital américain s'installe à l'intérieur du Marché commun sans que diminue pour autant la pression qu'exerce l'exportation des marchandises hautement « compétitives » fabriquées aux Etats-Unis mêmes.

Rien d'étonnant, donc, si l'impérialisme français, ainsi menacé, rue dans les brancards. Mais nous ne pleurerons certes pas sur ses malheurs, nous qui n'écrivons pas « nation française », mais « impérialisme revanchard allemand », comme les soi-disant « communistes » du P.C.F. qui, eux, ont trouvé un remède aux malheurs de l'impérialisme français. Le Marché Commun est trop étroit, disent-ils, et les monopoles allemands écrasent la France (là, ils ne disent plus monopoles : voir Economie et Politique, n° 136, novembre 1965).

Et de prêcher un Super-Marché Commun, un libre-échange universel (et « à avantages réciproques ») dont Marx montrait qu'il déchaînait la concurrence, la guerre commerciale et menait tout droit à la crise. Il est vrai que Marx s'en réjouissait car la crise est l'antichambre de la révolution, mais nos « communistes » y voient une solution de rechange à... la politique des monopoles. Ils entonnent l'hymne capitaliste au com-

merce, mais sur le ton petit-bourgeois : leur commerce est égal, avantageux, moral en un mot. But des « communistes » aujourd'hui : « moraliser » la société capitaliste !

Le développement capitaliste est contradictoire et il ne surmonte ses contradictions qu'en les nouant plus profondément pour l'avenir. Des forces productives trop vastes pour le cadre national en débordent, mais leurs conflits se résolvent finalement en conflits entre Etats, dont le Marché Commun est prodige. La concentration à l'échelle mondiale ramasse toujours plus la puissance industrielle. Ce processus n'est toutefois ni continu, ni bien sûr pacifique ; il se réalise au travers de violentes crises et de guerres dévastatrices. En 1860, l'Angleterre accaparait 36 % de la production industrielle mondiale, contre 17 % aux U.S.A. ; 16 % à l'Allemagne, 12 % à la France et 4 % à la Russie. Après la première guerre mondiale, les positions étaient inversées : Angleterre 14 % ; U.S.A., 36 %. Avant la dernière guerre mondiale, le déclin de la vieille Europe s'accroissait, tandis que pointait le nouveau concurrent, la Russie. Après cette dernière guerre, en 1946, les positions étaient les suivantes : Angleterre 8 % ; Allemagne occidentale 2 % ; France 3 pour cent ; Russie 17 % et U.S.A. 49 % (l'impérialisme américain sait toujours tirer parti de la guerre).

On assiste depuis à une remontée de l'Europe, à une certaine redistribution de la puissance industrielle mondiale dans laquelle le Japon joue sa partie et dont le Marché Commun est une expression (et non la cause). Jusqu'où l'Europe remontera-t-elle ? Jusqu'au point de saturation du marché mondial, jusqu'au point d'extrême tension des conflits inter-impérialistes que nous voyons en marche dans le Marché Commun et en dehors de lui, jusqu'à la crise qui attend toute phase d'expansion et qui prélude elle-même à la guerre impérialiste.

Cette crise sera la chance offerte par l'histoire à la lutte prolétarienne pour la destruction de la société bourgeoise, de ses Etats — « intégrés » ou non — et de ses marchés plus ou moins communs !

Programme Communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

NUMERO SPECIAL SUR

LE PARTI, sa NATURE, sa FONCTION et son ORGANISATION

Contenant des extraits d'articles, thèses et discours émanant de notre courant politique et couvrant une période de quarante ans.

On y trouvera en particulier des extraits des thèses sur la tactique adoptées au IIe Congrès du P. C. d'Italie (1922), des thèses de la gauche au IIIe Congrès de Lyon (1926) des discours des représentants de la gauche aux IVe et Ve Congrès de l'Internationale Communiste ainsi qu'à l'exécutif élargi de 1926.

En vente dans les principaux kiosques ou à l'adresse du « Prolétaire ».

Le numéro : 2,50 F (Belgique : 25 FB)

Abonnement annuel : 9 F (90 FB)

Abonnement combiné avec « Le Prolétaire » : 12 F (120 FB)

Abonnement de soutien : 20 F

UN DROLE DE CAMP

(Suite de la 1ère page)

bourgeois et les Etats impérialistes.

Si Castro, qui prétend être marxiste (et y être parvenu par une voie "originale"), l'était vraiment, il comprendrait que si de tels rapports d'oppression et de brigandage peuvent exister entre les Chinois et les Cubains, entre les Russes et les Chinois, etc., c'est que toutes ces sociétés sont des sociétés de classe, que la liste qu'il en donne — quoique longue — est incomplète et qu'il faut y ajouter les « Etats socialistes nationaux ». Pour les marxistes en effet, la disparition des classes marche du même pas que l'abolition de toutes les formes d'exploitation et d'oppression, et une politique qui mène véritablement à la suppression des classes est évidemment incompatible avec la « survivance » (comme ils disent) des divers caractères de la société de classe.

Mais il est vrai que pour les marxistes cette abolition des classes passe par l'abolition des nations « souveraines et indépendantes » (pour Castro et ses semblables), et que la politique qui y mène doit

être dirigée par une Internationale se moquant des « prérogatives souveraines des gouvernements » et n'hésitant pas à « s'immiscer dans les affaires intérieures » des nations.

En dehors d'une telle Internationale, semblable à celle que les Bolcheviks avaient appelé à créer, que les patriotes russes ont détruite et que le prolétariat mondial doit reconstruire à nouveau, — il ne peut y avoir que des « camps » où les grands font la loi et où les petits se taisent ou parlent au nom des premiers.

De la même façon que la Chine avait utilisé l'Albanie pour attaquer l'U.R.S.S., l'U.R.S.S. utilise aujourd'hui Cuba pour contre-attaquer la Chine. Le temps n'est plus très loin où on ne pourra plus même parler de « camp », et où les petits ne pourront plus essayer de faire chanter les grands en exploitant leurs divergences, comme Castro le fit si habilement pendant si longtemps.

Et se rapprochera ainsi le temps où le prolétariat pourra mettre tous les Etats actuels, américain et russe chinois et cubain, dans le même camp.

A PORT-DE-BOUC

(Suite de la page 2)

gé de décider s'il convient de le terminer à Port-de-Bouc ou s'il vaut mieux l'envoyer à La Ciotat.

Bien entendu l'accord comporte augmentation de l'horaire de travail : « le personnel sera appelé à travailler le samedi et le dimanche de façon à récupérer le temps perdu pour les chantiers et l'argent perdu pour le personnel ».

Voilà ce que les trois syndicats ont appelé un « recul patronal » ! Voilà l'amère « solution » que les ouvriers, pris à la gorge, le portemonnaie vide et affolés par la perspective de tout perdre, ont eux-mêmes accueillis comme une victoire ! Une victoire ponctuée par le chant de triomphe de l'adversaire : « c'est au son d'une vibrante « Marseillaise » que l'accord fut accepté », et les dirigeants syndicaux commentèrent de cette façon significative : « Nous aurons fait la preuve que nous savons faire les bateaux aussi bien que les autres et ce sera notre seconde victoire ».

Ainsi la lutte de Port-de-Bouc s'est achevée en tournant le dos au but initial. Non seulement il n'était pas question de réclamer une indemnisation substantielle en contre-partie de la perte de l'emploi, mais encore, pour obtenir paiement de leur salaire, les ouvriers devront, au prix d'efforts inouïs, tenter de remonter un handicap technique qui est à l'origine de la liquidation du chantier. Dans l'hypothèse la plus favorable, celle de l'achèvement du navire à Port-de-Bouc, rien ne sera pour autant réglé : le plan est arrêté, Port-de-Bouc n'aura qu'un répit de quelques mois. Dans l'autre cas, si le navire file à La Ciotat, les salariés des C.A.P. se retrouveront dans la situation de début février.

la combativité en moins. De toute façon, c'est le capital qui aura gagné parce qu'il a obtenu ce qui, pour lui, est l'essentiel : passer au travers de cette première crise sans rien abandonner de son plan implacable.

La lutte ouvrière est susceptible de bien des résultats si elle s'affirme unie et résolue : mais il en est un qu'il lui est absolument impossible d'atteindre, celui qui consiste à introduire équilibre et harmonie dans le chaos de la production capitaliste. Parce qu'ils ont cru et croient encore en la possibilité de rendre le système capitaliste plus rationnel, plus humain, tous les salariés de la construction navale comme d'ailleurs se retrouvent désarmés et impuissants lorsque les lois implacables de ce système se manifestent dans toute leur puissance. Pire encore : cette illusion d'une limitation de l'anarchie productive interdit même aux ouvriers de résister efficacement à ce que Marx appelait « les empiètements incessants du capital ». La crise de la construction navale est un fait, la concurrence triomphante des chantiers étrangers une réalité. La concentration des entreprises françaises, avec son cortège sinistre de chômage sont des exigences implacables pour le patronat et l'Etat capitaliste. Toutefois ce n'est pas seulement pour y obéir qu'ils se sont montrés d'une férocité intransigeante au sujet de Port-de-Bouc : il leur fallait, non seulement poursuivre leur ligne de conduite qui passe par l'accroissement avoué de « l'armée industrielle de réserve », mais encore décourager toute lutte à venir, persuader les catégories non encore touchées par la crise que toute résistance est vaine et qu'il ne leur servirait à rien de se battre lorsque leur tour viendra.

Pour cette fois encore, le but, en partie tout au moins, est atteint. C'est le seul point sur lequel la planification capitaliste peut être sûre d'un résultat lorsque la classe ouvrière, suivant aveuglement ses bergers opportunistes, se laisse prendre à la « solidarité nationale ». Pour le reste seules commandent les lois de la production mercantile. On ne peut rien sauver des secteurs productifs éliminés par la concurrence et qui prétend le contraire, à quelque camp social qu'il appartienne se leurre ou leurre les autres. Mais ce qui, dans l'immédiat, est facteur de misère pour les ouvriers, est dans le futur la seule chance de classe d'en finir à tout jamais avec l'exploitation. Si le capitalisme réglait ses crises avec la simplicité désinvolte qui tient lieu d'argument aux programmes électoraliste des négats de la classe ouvrière, il serait, à coup sûr, éternel. Mais il n'en est rien et des expériences aussi douloureuses que celle dont les exploités de Port-de-Bouc viennent de faire les frais, serviront au moins, qu'on le veuille ou non, à faire mûrir dans la classe salariée la volonté révolutionnaire de mettre fin à toutes les crises et à toutes les misères par le socialisme et la dictature du prolétariat.

L'U.R.S.S. sous le régime de la libre entreprise

L'année 1965 aura été riche en confirmations de notre analyse fondamentale du caractère capitaliste de l'économie russe. Les plénums du Comité Central de mars sur l'agriculture et de septembre sur la gestion économique n'ont pas seulement apporté de nouveaux cadeaux aux directeurs de kolkhozes et aux managers de l'industrie ; ils ont encore consacré officiellement les thèses de Libermann et autres théoriciens de la libre entreprise. La publication du « Statut des entreprises », approuvé par le Conseil des Ministres, le 4 octobre 1965, en est une preuve supplémentaire. Déjà considérée comme la cellule fondamentale de l'économie soviétique, l'entreprise devient maintenant une véritable « personne morale » dans le sens du droit bourgeois. Le nouveau « Statut » la définit comme « l'anneau principal de l'économie nationale » : elle utilise les moyens « mis à sa disposition » par l'Etat, elle développe une activité productive « avec sa propre main-d'œuvre », elle « respecte les devoirs et jouit des droits qui découlent de cette activité, elle a un bilan autonome et une personnalité juridique ». En même temps sont reconnus les droits et prérogatives des directeurs dans les différents domaines de leur activité : emploi des capitaux, engagement de la main-d'œuvre, organisation de la production et prospection du marché. C'est là un statut qui a la valeur d'un manifeste !

Mais si la Russie doit officiellement avouer le caractère bourgeois de son Etat démocratique et de son droit privé et commercial, ce dernier n'est que l'expression d'une réalité économique et sociale encore plus brutale.

L'extension des pouvoirs du chef d'entreprise et la mise au premier plan du critère de la rentabilité des investissements, ont entraîné une réforme du crédit que A. Poskonov, directeur de la Banque d'Etat de l'U.R.S.S. signale comme la plus importante depuis celle de 1930-1931.

« La mise en pratique des décisions du Plénum permettra d'accroître substantiellement l'influence du crédit sur le développement de l'industrie, ainsi que son rôle pour stimuler la production, former le capital circulant des entreprises, élargir leurs fonds, développer le progrès technique et respecter les contrats... » (« Pravda » du 19 novembre 1965).

D'après Poskonov, cet « élargissement des frontières du crédit » sera un puissant levier pour le développement des entreprises. Il le sera, en effet, mais il accroîtra d'autant les disparités existant déjà entre elles. Ainsi les entreprises qui ne réaliseront pas les profits prévus par leur plan ne devront compter que sur leurs propres ressources pour renouveler le cycle productif : « La Gosbank pourra bien leur accorder un crédit, mais seulement pour la période nécessaire au recouvrement du capital investi ». Après la législation sur les droits de l'entreprise il faudra aussi mettre au point une législation sur les faillites « socialistes » !

Toutefois, les prêts accordés aux kolkhozes seront plus généreux, si l'on en juge par le récent arrêté du Conseil des ministres, publié dans « La Pravda » du 5 janvier 1966.

Cet arrêté prévoit que « dans les prochaines années » les kolkhozes pourront directement emprunter des capitaux à la Banque d'Etat : conséquence logique de l'autonomie de gestion reconnue aux entreprises. A cette fin, la Gosbank procédera, dès 1966, à des « expériences » de prêts directs aux kolkhozes de certaines régions. Le montant des crédits à court terme sera déterminé en fon-

tion des contrats passés avec les organismes de stockage de produits agricoles. Quant aux crédits à long terme, ils seront consentis aux kolkhozes « sur la base du plan d'investissements » : crédits de trois ans avec amortissement dès la deuxième année, pour achat de gros bétail ; de quinze ans avec amortissement dès la cinquième année pour la construction de logements kolkhoziens.

Un « encouragement » de plus au paysan russe, qui en avril dernier, avait déjà bénéficié de l'annulation de ses dettes passées pour achat de matériel agricole, lors de la dissolution des SMT !

Ceux qui paieront les frais de l'autonomie des entreprises et de l'incitation à réaliser de meilleurs profits, ce seront sans conteste les prolétaires russes. Le paragraphe 81 du « statut » définit en ces termes les droits de l'entreprise dans le domaine du travail et des salaires : « L'entreprise a le droit : a) d'établir les salaires aux pièces, au forfait ou à la journée ; b) d'établir les indices et les conditions d'attribution des primes sur la base des normes du secteur ; c) d'établir les catégories de travaux et les qualifications professionnelles attribuées aux ouvriers, etc., etc. » Le tout en accord, naturellement, avec les représentants syndicaux et conformément aux principes sacrosaints de la « démocratie économique ». Mais là encore la réalité dépasse largement la fiction juridique.

Dans un article paru dans « La Pravda » du 4 janvier 1966, le secrétaire d'une cellule d'usine de Gorki s'en prend, comme de coutume, au phénomène de l'absentéisme et demande : « N'est-il pas temps de museler les absentéistes et les oiseaux migrateurs qui portent tort à la production ? Peut-être faudrait-il aussi appliquer à ces gens certaines mesures législatives ». Suit encore cette remarque, beaucoup plus intéressante, sur les moyens d'élever la production dans l'entreprise : « Dans la situation nouvelle, le succès dépend plus que jamais du savoir-faire et de l'expérience des contremaîtres ; mais leurs effectifs ne répondent pas encore aux besoins. Cela inquiète l'organisation du parti et la direction de l'entre-

prise. Nous nous efforçons d'élever la qualification des contremaîtres, leur niveau politique. On a organisé une école de trois ans pour eux... Mais néanmoins les jeunes spécialistes n'acceptent pas volontiers les fonctions de contremaître. La cause en est leur bas salaire. Souvent ils gagnent moins que les ouvriers. Le nouveau statut de l'entreprise socialiste prévoit la possibilité d'élever le traitement des ingénieurs et des techniciens de 30 % en utilisant à cette fin 0,3 % du fonds de salaires. A notre avis, il est devenu nécessaire d'augmenter le traitement des contremaîtres et en même temps d'élargir leurs droits ».

Veut-on un aveu plus clair ? avec la contre-révolution stalinienne, le prolétariat russe n'a pas seulement perdu le pouvoir politique. Il a aussi perdu son unité et sa force de classe. Taillé en pièces d'abord par la police politique, il est aujourd'hui par la législation de fabrique qui l'enchaîne aux « intérêts » corporatifs de l'entreprise et de la profession. Vient-il nous peindre ce cloisonnement économique du prolétariat aux couleurs d'un « démocratisme gestionnaire » ? Il suffira de montrer ce que sont devenus les « droits » du patron et de ses garde-chiourmes. Ce n'est pas un hasard si tous les bavardages sur « l'intéressement » des ouvriers russes à la production et sur les meilleurs moyens d'élever la rentabilité du capital d'entreprise ont abouti en quelque sorte à cette proposition du secrétaire de cellule de Gorki : accroître aussi les droits et les salaires des contremaîtres. En braquant les feux de la rampe sur le rôle des managers et des ingénieurs, l'industrialisme russe voulait apparaître cultivé, technicien et propre. Mais un autre personnage sort des coulisses, encore mal payé mais déjà méprisé, une figure sociale du capitalisme moderne qui représente dans l'usine l'âme damnée des hauts rendements : le contremaître.

Lui aussi sera directement intéressé à ce que croisse la productivité du travail. Mais lui seul donnera à la réforme de l'entreprise russe sa véritable signification sociale : les bagnes du rendement et du profit ne peuvent être « gérés » que par le knout !

" WALL STREET EST-ELLE MARXISTE ? "

L'impérialisme américain et sa « grande société » sont en pleine euphorie. L'industrie connaît depuis cinquante mois une expansion continue (premier record) et travaille à 90 % de sa capacité de production. Les prévisions budgétaires pour 1966-67 dépassent pour la première fois (deuxième record) les 100 milliards de dollars : 112 milliards 800 millions. Sur cette somme 58 milliards 500 millions iront aux dépenses militaires (soit 51 % du budget et sans tenir compte de la « rallonge » de 12 milliards obtenue par Johnson) : troisième record.

Quelles bonnes affaires permet la guerre, et comment ne pas comprendre les craintes manifestées par Wall Street lorsque circuleront des rumeurs sur une ouverture possible de pourparlers de paix au Vietnam ?

Cela donna l'occasion à un chroniqueur, parfois spirituel, de poser cette question : « Wall Street est-elle marxiste ? » (Le Monde, 10 février). Il est vrai qu'il ajoutait qu'un « certain capitalisme » s'obstinait à ressembler au portrait qu'en avait tracé Marx. Etrange manière de présenter les faits : si le capitalisme continue de ressembler au « portrait » qu'en a fait Marx, n'est-ce pas tout simplement parce que le portrait est fidèle et

que le modèle, en vieillissant, n'a fait qu'accuser ses traits sans en changer ?

Poussé par sa soif de profit que symbolise bien Wall Street, le capitalisme augmente sans cesse la productivité du travail, concentre les entreprises, produit toujours plus, toujours plus vite. Et il fait crever l'humanité sous un amoncellement de marchandises inutiles, nuisibles, destructives : à petit feu dans la folie de la « civilisation » des grandes concentrations urbaines et de la « consommation de masse », instantanément sous les tapis de bombes ou dans le feu du napalm.

Et s'il en est ainsi, si le portrait du vieux Marx a gardé toute sa fraîcheur, c'est aussi que son diagnostic reste plus que jamais actuel : les forces productives développées par le capitalisme sont devenues trop grandes pour son mode de production fondé sur le marché et cette contradiction engendre les convulsions terribles dans lesquelles le monde se débat. Mais ces convulsions répétées ne peuvent pas ne pas aboutir finalement à la révolution communiste par laquelle l'humanité règlera son compte à toutes les « Wall Street » qui l'oppriment aujourd'hui en détruisant les fondements de la société actuelle : le travail salarié, l'argent, le marché.

PROLETAIRES
DE LANGUE
ITALIENNE

Lisez :

il PROGRAMMA
COMUNISTA

Journal bi-mensuel

et

SPARTACO

Bulletin de lutte

syndicale

Spécimen gratuit

et conditions

d'abonnement :

Ecrire au "Prolétaire"

Boîte Postale 375

Marseille-Colbert

Émeute à Zwartberg

La fermeture de l'un des trois charbonnages de Genk avait été prévue pour 1968, mais le 17 décembre on apprit que la liquidation serait entamée en janvier et devrait être terminée en octobre 1966. La mine de Zwartberg (4.300 mineurs) fut condamnée. La totalité de sa production allait à l'usine métallurgique de Cockerill-Ougrée (située à une soixantaine de kilomètres) du bassin de Liège, or, celle-ci décida de s'approvisionner en charbon américain, moins cher malgré les frais de transport. Le 26 janvier les deux cents employés du charbonnage recevaient un préavis de licenciement, le lendemain cent cinquante ouvriers. Six cents travailleurs allaient se trouver dans le même cas à la fin de la semaine.

Le lendemain matin, les mineurs déclenchent spontanément la grève sur le tas sans tenir compte de l'opposition des délégués syndicaux qui se firent durement malmenés. Vingt-quatre heures plus tard, Vranckx, le ministre "socialiste" de l'Intérieur, envoie la gendarmerie dans le secteur des mines du Limbourg. L'après-midi du même jour, les équipes qui étaient restées à la surface, passant outre à la défense de la direction, vont relever leurs camarades du fond ; dans les bureaux les employés ont arrêté le travail. Les grévistes se regroupent, manifestent et assaillent les bureaux de la mine.

Le 29, le Mouvement populaire flamand (fédéraliste) tente d'organiser une manifestation qui est rapidement dispersée par la gendarmerie.

La Volksunie, autre organisation fédéraliste flamande, s'était promis de faire du 30 janvier une journée historique. Ses dirigeants avaient projeté de marcher sur Mouscron pour protester contre le rattachement de cette ville et de quelques autres du même arrondissement à la province wallonne du Hainaut. L'affaire ayant été annoncée à grands renforts de coups de gueule, plusieurs brigades de gendarmerie sont envoyées sur les lieux, les organisations wallonnes mobilisées, des barrages établis sur les routes (il valait mieux dans ce coin ne pas parler flamand ce jour-là...). De l'autre côté de la frontière toute proche les CRS inspectent de près les autos et les camions qui se dirigent vers la Belgique. L'état-major de la Volksunie doit renoncer à sa croisade à Mouscron et se rabat sur Zwartberg.

Ils sont trois cents, paraît-il, à manifester contre l'Etat unitaire, qui selon eux, accorde plus de subsides aux mines de Wallonie qu'à celles du Limbourg. Des accrochages violents se produisent avec les gendarmes, il y a des blessés de part et d'autre ; après l'intervention des autos-pompes les fédéralistes lâchent pied.

Les grévistes ont été jusque-là plutôt spectateurs qu'acteurs. Mais lorsque les gendarmes passent devant un bâtiment de la mine, les ouvriers se mettent à les invectiver puis les bombardent avec tout ce qui leur tombe sous la main, morceau de ferraille, briques, vieux bidons bosselés les casques, souillent les beaux uniformes noirs. D'autres, ailleurs, éprouvent à coups de pioches la solidarité des camionnettes de la gendarmerie et mettent le feu à deux d'entre elles. Les provocations, la sauvagerie bien connue des brutes aveugles et soumises à leurs maîtres qui composent ce corps d'élite de l'Etat expliquent le sentiment de haine et de dégoût que tout ouvrier ici ressent même à la vue du pandore le plus méfiant.

Les syndicats ayant obtenu le retrait des préavis de licenciement donnent l'ordre de reprendre le travail le lendemain. Ils se sont engagés à suspendre l'action syndicale durant un mois. Les ouvriers repoussent ce compromis, chassent les représentants syndicaux et élisent un comité de grève.

Des arbres et des poteaux électriques et de signalisation sont abattus en travers des chaussées décapées pour gêner le mouvement des véhicules de la gendarmerie. Au cours des jours suivants, ces sages précautions seront prises ailleurs, des rails du chemin de fer arrachés.

Le lundi 31 janvier, au lieu de reprendre le travail, les mineurs de Zwartberg vont essayer d'étendre la grève aux deux autres charbonnages de Genk. Armés de rondins et de barres de fer ils attaquent les gendarmes qui lancent des grenades lacrymogènes et débordés, reculent. Par endroits c'est le corps à corps. Les gendarmes tiennent. Un ouvrier est tué d'une balle ("de sécurité" !) dans le ventre. Le soir, à la vue d'une femme blessée que l'on évacue, la colère des prolétaires se déchaîne de nouveau et un autre ouvrier, atteint d'une grenade lacrymogène qui a provoqué une double fracture du crâne, meurt dans une ambulance.

De l'autre côté de la barricade des renforts arrivent : un Comité de "bonne volonté" groupant des délégués du patronat, de la municipalité et des syndicats, ainsi que deux cents gendarmes que le ministre "socialiste" de l'Intérieur fait venir de Gand. Le lendemain le même ministre "socialiste" obtiendra de son collègue de la Défense nationale un détachement de 350 parachutistes à envoyer immédiatement dans la région minière, afin dit le communiqué du ministre "d'assurer la relève des gendarmes, fatigués". De plus, au camp militaire de Bourg-Léopold qui se trouve à 35 ou 40 km, un escadron de blindés est mis en état d'alerte. Rien de tel qu'un ministre "socialiste" à l'Intérieur pour maintenir l'ordre capitaliste. Depuis Noske et Scheidemann — ces chiens sanglants, assassins de l'avant-garde du prolétariat allemand — c'est bien connu. (Ce sinistre larbin du Capital nommé Vranckx aura-t-il encore l'impudence d'aller tous les ans s'incliner sur la tombe des grévistes tués par la gendarmerie en 1902 à Louvain ?)

Le ministre de la Justice fait savoir que tous les moyens techniques seront mis en œuvre pour identifier les auteurs des infractions. Ces moyens techniques c'est, entre autres, l'examen des photos parues dans la presse et des films d'actualités. De plus les travailleurs étrangers en grève sont menacés d'être expulsés en cas de participation au mouvement. Il faut qu'ils comprennent qu'en les faisant venir en Belgique le gouvernement de Sa Majesté exigeait d'eux qu'ils se laissent exploiter en silence et qu'à l'occasion ils fassent les jaunes.

Le 3 février ont lieu les funérailles des deux mineurs tués par les forces de répression ; représentants des bureaucraties syndicales, fédéralistes flamands, fédéralistes wallons, "communistes" ex-staliniens et néo-staliniens, social-démocrates et curés, tous les corbeaux sont là.

Le vendredi 4, les grands bonzes de la Fédération Générale du Travail et de la Confédération des Syndicats Chrétiens, Major et Cool se hâtaient à sortir de leur tanière et de leur silence pour obtenir des grévistes qu'ils reprennent le travail. La mine ne sera définitivement fermée que lorsque le dernier ouvrier aura été réembauché dans une autre entreprise. L'assemblée est houleuse, mais finalement les bureaucrates obtiennent ce que la gendarmerie s'était vu refuser : l'"ordre" est rétabli, le feu est éteint ; lundi les mineurs redescendent sous terre.

berg et de Winterslag est restée isolée. Les témoignages de solidarité ont été très limités. Il n'y a eu des arrêts de travail et des manifestations que dans la métallurgie liégeoise et durant quelques heures seulement le 1er février et le 3, jour des funérailles des deux mineurs tués. Ce jour-là il y eut aussi une grève de 24 heures dans toutes les mines du Limbourg. Enfin à Gand, à Louvain et à Hasselt les étudiants manifestèrent. Cet isolement s'explique par le fait qu'en Wallonie, là où le prolétariat est fortement concentré, celui-ci est encore sous le coup des défaites subies au cours des dernières années, qu'il est désorienté par la politique des opportunistes de tout genre, sous la menace continue des fermetures de puits et d'usines qui se succèdent, alors que le reclassement, de l'aveu même des bonzes syndicaux, est très souvent illusoire.

Dans le Borinage, l'exploitation du Charbonnage de l'Espérance vient d'être arrêtée définitivement : c'est le vingt-et-unième depuis novembre 1965. Quand prochainement celui de Terre sera fermé, il ne restera dans ce bassin que trois puits en activité sur les trente-cinq qu'il y avait autrefois. Les bassins de Charleroi, du Centre, de la Sambre et de Liège sont dans une situation analogue. Cela n'empêche pas une exploitation accrue de la main d'œuvre : pour l'ensemble des bassins wallons le rendement dans

les mines est passé de 1.483 kg en janvier à 1.545 kg pendant la première semaine de février bien que le nombre d'ouvriers ait diminué de 2.000.

Le caractère monstrueux et répugnant de la démocratie est apparu une fois de plus au grand jour à l'occasion de cette grève. La démocratie donne les moyens au capital de tolérer des conflits, même violents, dans l'une ou l'autre région du pays, de les isoler, de les réprimer brutalement, de permettre ainsi de débrider un abcès et d'intensifier la production de la plus-value. Le capital ne s'adonne pas à la philanthropie, il ne se soucie pas des êtres humains qu'il presse et tue ; il s'investit là où les profits sont plus élevés. En Belgique il délaisse les Charbonnages car il n'y trouve plus la rentabilité d'antan, il se retire de la Wallonie car en Flandre il trouve une main-d'œuvre moins coûteuse. C'est ça la réalité capitaliste, c'est ça que le prolétariat devra détruire de fond en comble pour en finir, une fois pour toutes, avec l'exploitation, la misère physique et morale, l'angoisse et les massacres ; pour que la force de travail ne soit plus une marchandise. Et c'est ça aussi que les gauchistes, amoureux éperdus de la démocratie sont bien incapables de dire aux ouvriers.

Le gouvernement et la grande presse ont prétendu que les manifestations violentes étaient l'œuvre des fédéralistes flamands. Cela est

faux. Spontanées, elles avaient commencé deux jours avant qu'elles n'apparaissent et elles ont continué après leur départ. Si un député de la Volksunie a pu, au Parlement, affirmer que les syndicats avaient trahi les ouvriers, si à Zwartberg les manifestants de ce parti ont pu lancer le mot d'ordre de grève générale, c'est l'infamie des dirigeants syndicaux qui leur a donné l'occasion de le faire.

La social-démocratie "constate qu'une fois de plus les travailleurs sont les victimes des forces de l'ordre" (résolution du Comité national élargi de la FGFB), que des travailleurs ont été assassinés par le Capital ("Germinal" du 4 février). Mais ces forces de l'ordre sont l'un des piliers de l'Etat capitaliste à la conduite duquel le parti socialiste collabore ; mais au Sénat, le 10 février, au lendemain donc de l'assassinat de deux ouvriers par ces forces de l'ordre, commandées, approuvées et défendues par un ministre "socialiste", un autre "socialiste" a insisté pour que le matériel de la gendarmerie soit modernisé. Il n'y a vraiment pas à s'étonner si à l'entente entre le parti socialiste et le parti social-chrétien sur le plan gouvernemental correspond un front unique dans presque toutes les industries entre les syndicats socialistes et chrétiens dont les directions n'ont qu'un souci : la paix sociale, la prospérité de l'économie nationale, l'ordre bourgeois (elles viennent de le prouver en évitant à la classe dominante des grèves dans l'électricité, les banques et les grands magasins).

De l'autre côté — si l'on peut dire — la gauche socialiste avec sa formule de "gouvernement ouvrier", amalgame infect de démocratie et de socialisme édulcoré ; les pseudo-communistes pro-russes à la recherche d'une "nouvelle majorité populaire s'appuyant sur les travailleurs" ; les soi-disant communistes pro-chinois avec leur "front uni populaire" et leur souci de l'indépendance nationale ; les uns et les autres avec leur démagogie fédéraliste qui ne peut qu'accroître encore la division du prolétariat, ne montrent pas la voie menant à la reprise de la lutte de classe des exploités.

Cette lutte non seulement pour la défense de leurs revendications minimales, mais surtout pour la dictature du prolétariat et le communisme, elle ne pourra être entamée. répétons-le, que lorsque les travailleurs, unis sans distinction de nationalité, chasseront les larbins du capital qui dirigent leurs syndicats, s'éloigneront de la peste opportuniste, abandonneront les illusions démocratiques et se regrouperont autour de leur parti révolutionnaire.

Les lecteurs de Belgique qui veulent prendre contact avec nous peuvent s'adresser à : B. P. N° 91, Ixelles 1 (Belgique).

Souscription permanente

LISTE N° 2

Lucien, 10 ; Pierre, 12 ; Soutien Jénard, 8 ; Vive Le Prolétariat, 10 ; François, 12 ; Suzanne, 12 ; Gérard, 8 ; Roseline, 20 ; Russo, 20 ; Christian, 12 ; Soutien Belli, 8 ; Soutien Weber, 8 ; Legros, 2,50 ; Alice, 12 ; Soutien Merad, 8 ; Soutien Voute, 8 ; Soutien Luciani, 8 ; Aristide, 5 ; Emile, 12 ; Piccino, 10 ; Presse, 5 ; Serge, 10 ; Jacques, 10 ; Michel, 10 ; Oscar, 10 ; Roger, 10 ; Claude, 10 ; Ernest, 10 ; J.P., 10 ; Robert, 10 ; Jean, 10 ; Daniel, 10 ; Goupil, 10 ; Pierre, 10 ; Inconnu, 5,50 ; Cecchino, 10 ; Denise, 50 ; Féléce, 2,50 ; Bruno del Ch., 5 ; Germaine, 8 ; Monti, 10 ; Bruno, 10 ; Nino, 5 ; Lasté, 10 ; Maurice, 15 ; Rico, 10 ; Mario, 10 ; Cecchino, 10 ; Piero, 10 ; Lucas, 10.
Total liste n° 2 522,60 F
Total précédent 737,80 F

Lénine et la "Voie pacifique et parlementaire au socialisme"

On peut défaire d'un coup les exploités par une insurrection heureuse au centre ou une révolte des troupes. Mais à part quelques cas très rares, exceptionnels, on ne peut les anéantir d'un seul coup...

Longtemps après la révolution, les exploités conservent nécessairement une série d'avantages réels et notables : il leur reste l'argent (impossible de le supprimer d'un coup), quelques biens mobiliers, souvent considérables ; il leur reste des relations, des habitudes d'organisation et de gestion, la connaissance de tous les « secrets » de l'administration (coutumes, procédés, moyens possibles) ; il leur reste une instruction plus poussée, des affinités avec le haut personnel technique (bourgeois par sa vie et son idéologie) ; il leur reste une expérience inférieure mais supérieure de l'art militaire (ce qui est très important), etc...

Si les exploités ne sont battus que dans un seul pays — et c'est là bien entendu le cas typique —, la révolution simultanée dans plusieurs pays étant une rare exception, ils restent toutefois plus forts que les exploités, puisque les relations internationales des exploités sont immenses. Qu'une partie des masses exploitées ou les moins développées, paysans moyens, artisans, etc... marchent et soient susceptibles de marcher avec les exploités, c'est ce qu'ont montré toutes les révolutions antérieures, y compris la Commune (car parmi les troupes versaillaises il y avait aussi des prolétaires).

Dès lors supposer que dans une révolution un peu sérieuse et profonde, c'est simplement le rapport entre la majorité et la minorité qui décide, c'est faire preuve d'une prodigieuse stupidité ; c'est s'en tenir à un préjugé archi-naïf digne d'un vulgaire libéral ; c'est tromper les masses, leur cacher une évidente vérité historique. Vérité selon laquelle il est de règle que dans toute révolution profonde les exploités conservent durant des années des avantages considérables sur les exploités, opposent une résistance prolongée, opiniâtre, désespérée. Jamais, si ce n'est dans l'imagination doucereuse du doucereux benêt Kautsky (et de ses fils spirituels, les soi-disant communistes d'aujourd'hui, pouvons-nous ajouter), les exploités ne se soumettront à la volonté de la majorité des exploités sans avoir fait jouer — dans une bataille suprême, désespérée, dans une série de batailles — leur avantage.

La transition du capitalisme au communisme, c'est toute une époque historique. Tant qu'elle n'est pas terminée, les exploités gardent inéluctablement l'espoir d'une restauration, espoir qui se transforme en tentatives de restauration... Et derrière les capitalistes exploités, c'est la grande masse de la petite-bourgeoisie qui — des dizaines d'années d'expérience historique dans tous les pays en font foi — hésite et balance, qui, aujourd'hui, suit le prolétariat et demain, effrayée des difficultés de la révolution, est prise de panique à la première défaite ou demi-défaite des ouvriers, s'affoie, s'agit, pleurniche, court d'un camp à l'autre...

Dans cette situation à une époque de guerre acharnée, aiguë, où l'histoire met à l'ordre du jour le problème de l'existence ou de la non-existence des privilèges séculaires et millénaires, parler de majorité et de minorité, de démocratie pure, d'inutilité de la dictature, d'égalité entre exploités et exploités ! Quel gouffre de stupidité, quel abîme de philistinisme il faut pour en arriver là !

LÉNINE

(La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, 1918)

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{III})

Dép. 1 légal : 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les R.M.P.P.

Il faut le dire, la grève de Zwart-

Total général .. 1.261,40 F